



enda diapol



Bulletin trimestriel d'informations sur l'agriculture et les biotechnologies



JANVIER-MARS 2011

N° 09

Editorial

Chers lecteurs,

Depuis la crise alimentaire intervenue en 2008, la problématique du développement de l'agriculture post moderne est au cœur des politiques de développement et bénéficie d'une attention particulière des pouvoirs publics. Dans la plupart des pays, notamment ceux en voie de développement, elle bénéficie d'un soutien considérable dans l'allocation de ressources. C'est de ce sujet qu'il sera question dans ce neuvième numéro du bulletin trimestriel d'informations sur l'agriculture et les biotechnologies "DABA" du pôle AgriPol d'Enda Prospectives Dialogues Politiques (Enda Diapol).

Le Sommet de l'Union Africaine (Ua) tenu à Maputo en 2003 a consacré l'engagement des pays africains à octroyer 10% de leur budget national au secteur agricole. L'article de la rubrique "Derrière les apparences" fait le point sur ces engagements et le rôle de l'agriculture dans l'atteinte du premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement (Omd) consacré à la réduction de l'extrême pauvreté et la faim dans le monde d'ici à l'horizon 2015. Pour y parvenir, certains acteurs prônent l'usage des Ogm. Une solution contestée par d'autres. Afin d'éclairer la lanterne de nos lecteurs, "Regards croisés" pose le débat sur la question de l'adoption des Ogm ou non, pour résoudre les problèmes liés à la faim dans le monde. D'ailleurs, un plan de développement de la biotechnologie et de la biosécurité en Afrique de l'ouest (Pdbbao), visant à faciliter l'adoption et la vulgarisation des biotechnologies dans l'agriculture africaine, a été mis en place par le Conseil Ouest et Centre Africain de Recherche Agricole (Coraf). Pour en savoir davantage, le Pr. Abdourahame Sangaré, Gestionnaire du programme Biotechnologies et Biosécurité du Coraf est notre invité. Dans la rubrique "Témoignage", il évoque sa vision de la place des biotechnologies par rapport à l'atteinte de la sécurité alimentaire en Afrique.

Face aux bouleversements climatiques, de nouveaux défis émergent. Il s'agit entre autres des questions relatives à l'amélioration de la productivité, à la rentabilité et à la modernisation. Pour certains spécialistes, la recherche doit jouer un rôle de premier plan pour accompagner les producteurs à mieux faire face aux mutations environnementales. Dans la rubrique "Alternatives", la recherche variétale est exposée comme l'une des principales solutions aux différentes difficultés rencontrées par les producteurs. D'ailleurs, après la conférence de Copenhague sur le climat et les résultats mitigés obtenus, celle tenue au Mexique a donné lieu à des négociations afin de dégager des stratégies et des mécanismes de financement pour pallier les impacts du changement climatique dans les Pvd. La rubrique "Focus sur..." revient sur les résultats majeurs de cette rencontre.

Toujours dans le même sillage, le débat de la lutte contre la faim dans le monde a trouvé un écho favorable chez les partisans de l'agriculture de type familial. Ces derniers la considèrent comme une alternative capable de résoudre l'épineuse question de l'autosuffisance alimentaire. Pour réfléchir sur la question, un forum international organisé sur l'initiative du Cadre National de Concertation des ruraux du Sénégal (Cncr) et de la Fédération des Ong du Sénégal (Fongs Action Pay-sanne) en Décembre 2010. Ce forum avait pour thème : « *Comment les exploitations familiales peuvent nourrir le Sénégal* ». Ces deux plateformes, fervents défenseurs de l'agriculture familiale, ont tenté d'interpeller les principaux acteurs du monde rural afin que ceux-ci soutiennent les exploitations familiales, socle de l'agriculture africaine. La rubrique "À la une" revient sur le déroulement des travaux de cette rencontre.

Bonne lecture

INVESTISSEMENT AGRICOLE

Un facteur de lutte contre la pauvreté

p 2

FORUM INTERNATIONAL SUR L'AGRICULTURE La contribution des Eaf dans l'atteinte de la souveraineté alimentaire au cœur des débats

p 3

INTERVIEW

Pr Abdourahamane SANGARE,
Gestionnaire du programme
Biotechnologie et Biosécurité
du CORAF

« **Les biotechnologies
sont d'une
importance
stratégique et
capitale mais
non pas une
panacée** »

pp 7-8



INVESTISSEMENT AGRICOLE

Un facteur de lutte contre la pauvreté

Réunis à Maputo, la capitale mozambicaine en 2003, les chefs d'Etat africains s'étaient engagés à allouer d'ici à 2008, 10% de leurs ressources budgétaires au développement du secteur agricole, moteur d'une croissance économique et facteur de réduction de la pauvreté. Un engagement devant permettre aux différents pays d'atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le Développement (Omd) à savoir « Réduire l'extrême pauvreté et la faim à l'horizon 2015 ».



Affecter 10% du budget national au seul secteur agricole s'avère bien contraignant pour de nombreux pays. Mais selon les experts, il s'agit du minimum nécessaire, si l'on veut faire de l'agriculture un facteur de réduction de la pauvreté. Malheureusement, huit ans après la déclaration de Maputo, très peu de pays ont rempli leurs engagements.

En effet, d'après le rapport du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (Nepad) publié en 2007, sur les 53 pays signataires, seuls sept (7) avaient atteint l'objectif escompté. Il s'agit du Burkina Faso, du Cap-Vert, du Tchad, de l'Ethiopie, du Mali, du Malawi et du Niger. Quant aux treize (13) autres pays, ils avaient alloués entre 5 et moins de 10% de leurs ressources à l'agriculture. Un bien faible taux de réalisation, reconduit en 2008, qui témoigne des difficultés du secteur agricole en Afrique.

Certes, plusieurs raisons comme la rareté des ressources, la crise

alimentaire et l'application tardive de la directive entre autres, expliquent cet état de fait. Mais il convient de noter que de façon générale, les investissements agricoles se sont progressivement améliorés dans la plupart des pays africains, passant parfois de 4 à 7%. Néanmoins, le manque de compétitivité de l'agriculture africaine est très souvent indexé. Une situation imputable à la faiblesse des investissements et au déficit en termes de modernisation de l'agriculture familiale. Ce qui fait qu'en Afrique de l'Ouest par exemple, seuls 24% des terres arables sont cultivées, soit 55 millions d'hectares.

En outre, seulement 4% des terres arables sont irriguées en Afrique contre 38% en Asie. Pour inverser cette tendance, les pays africains, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (Fao), ont convenu de financer en priorité les actions de maîtrise de l'eau. Ce qui a d'ailleurs fait dire à M. Jacques Diouf, Directeur de la Fao, en octobre 2010, que « l'agriculture africaine a besoin de 44 milliards de dollars » pour endiguer la faim qui touche encore près d'un milliard de personnes dans le monde.

Au-delà de ces insuffisances structurelles, la politique agricole de l'Afrique est remise en cause. Taxés de vouloir supprimer les obstacles aux marchés, les Etats



africains gagneraient à développer une approche « pro-business » pour un secteur agricole fondé sur la rentabilité des établissements industriels et commerciaux existants. Ceci à travers la mise en place de dispositifs de protection pour une agriculture locale plus compétitive.

Il convient donc, au-delà de l'augmentation notée des investissements agricoles, de rappeler la nécessité pour les Etats africains de respecter la directive de Maputo. Car elle favorisera l'émergence d'une agriculture capable de contribuer efficacement à la réduction de la pauvreté.

DABA

Bulletin trimestriel d'informations
sur l'agriculture et les biotechnologies

Directeur de publication : Moussa MBAYE
Coordonnateur : Mamadou Alimou BARRY
Comité de rédaction : Mamadou Alimou BARRY
- Abdoulaye KONE - Wédemi Karine Raïssa
OUEDRAOGO - Marina Isabelle G BAMBARA -
Claire DUBROCA - Miriame KEITA - Moussa
TALL
Micro Editions : Noma Camara

Contacts :

ENDA DIAPOL, Sicap Sacré Coeur Transition 4,
villa n° 8773 - B.P. : 7329 - Dakar - SÉNÉGAL
- Tél. : (221) 33 825 36 20
- Fax : (221) 33 825 36 32 -
E-mail : agripol@endadiapol.org
Web : <http://www.endadiapol.org>

FORUM INTERNATIONAL SUR L'AGRICULTURE

La contribution des Eaf dans l'atteinte de la souveraineté alimentaire au cœur des débats

Dakar, la capitale sénégalaise a abrité, du 29 novembre au 01 décembre 2010, un forum international sur le thème : « Comment les exploitations familiales peuvent nourrir le Sénégal ? ». Le forum a été organisé par les acteurs du monde rural et la Fédération des Ong du Sénégal. Plus d'un millier de personnes venues d'une vingtaine de pays ont pris part aux travaux.

« Comment les exploitations familiales peuvent nourrir le Sénégal ? ». C'est à cette question qu'ont tenté de répondre les acteurs du monde rural, notamment les organisations paysannes réunies au sein des plateformes du Conseil National de Concertation des Ruraux (Cncr) et de la Fédération des Ong du Sénégal (Fongs – Action Paysanne). Pour ce faire, ces derniers se sont retrouvés du 29 novembre au 01 décembre 2010 au Centre international pour le Commerce extérieur du Sénégal (Cices). C'était à l'occasion d'un forum international.

La participation de plus d'un millier d'invités issus d'une vingtaine de pays et acteurs de la société civile, du secteur privé, des bailleurs de fonds et des organisations paysannes régionales entre autres, a été enregistrée. Plusieurs objectifs étaient visés au cours des travaux. Tout d'abord, il s'agissait de discuter de l'importance, le rôle et la contribution des exploitations agricoles familiales (Eaf) dans l'atteinte de la souveraineté alimentaire. Ensuite, d'analyser les contraintes majeures qui empêchent ces Eaf de jouer pleinement leur rôle. Et enfin, d'interpeller les décideurs politiques sur la nécessité de privilégier, dans leur approche, la prise en compte de la spécificité des Eaf dans l'élaboration des politiques agricoles.

Au cours des débats, trois thèmes, à savoir : « Comment mieux nour-



rir le Sénégal ? », « Comment mieux gérer l'espace et les ressources naturelles ? » et « Comment mieux orienter le développement des économies et sociétés rurales ? », ont fait l'objet d'intenses échanges. Les résultats majeurs issus des plénières ont été consignés dans un mémorandum qui tourne autour de sept (7) axes. Ces derniers mettent en avant la place et la prééminence des Eaf pour l'atteinte de la souveraineté alimentaire au Sénégal. En outre, ils identifient des propositions concrètes qui peuvent faire l'objet de partage et de dialogue avec les pouvoirs publics, les bailleurs de fonds et les autres acteurs impliqués dans le développement agricole. Et ceci, pour une meilleure prise en compte des Eaf dans les politiques agricoles.

Favorisant l'emploi et contribuant

à la formation du Produit Intérieur Brut (Pib), l'agriculture a toujours occupé une place de choix dans l'élaboration des différentes politiques publiques qui se sont succédé au Sénégal depuis les indépendances jusqu'à nos jours. Pourtant, elle peine à jouer effectivement son rôle de moteur de l'économie et de levier de développement du monde rural par la création de richesses et de revenus. Aussi, certains spécialistes, notamment les leaders des organisations professionnelles agricoles, prônent-ils la « modernisation » des Eaf. Pour d'autres par contre, la cohabitation entre l'agriculture vivrière et l'agriculture d'exportation/industrielle est privilégiée. D'où d'intenses débats entre les partisans des deux écoles pour l'atteinte de la souveraineté alimentaire. ■

● Regards croisés

DEBAT SUR LES OGM

Entre autarcie scientifique et implication du public

Le sempiternel débat entre partisans de l'introduction des Ogm et ses détracteurs a de beaux jours devant lui. Mais dans cette polarisation des avis, deux camps s'affrontent. Les scientifiques estiment que la question sur la biotechnologie ne doit être que l'affaire des seuls experts. Quant aux opposants à cette thèse, ils prônent une implication véritable du public et de la société civile.



Faisant partie des nouvelles technologies découvertes par l'Homme, la biotechnologie résulte d'une combinaison entre la biologie et les autres disciplines scientifiques notamment la microbiologie, la biochimie, la biophysique et la génétique entre autres. Elle a favorisé l'apparition des Ogm dont l'adoption nécessite la mise en place d'un nouveau dispositif institutionnel. Aux USA, en Inde et dans de nombreux pays de l'Amé-

rique Latine, la mise en place de ce dispositif a souvent été source de polémique.

Les Ogm, un sujet destiné aux seuls scientifiques

La question des Ogm doit être traitée que par les experts. Pour les partisans de cette thèse, l'implication du public dans la gestion de cette innovation conduira à la politisation de la

science. Ils estiment non seulement que les citoyens (les consommateurs) n'ont pas la capacité de comprendre les principes d'une gestion rationnelle des risques inhérents aux Ogm, mais aussi que leur participation au débat risquerait d'aboutir à plus de confusions ou à l'adoption de mesures incohérentes. Plusieurs raisons sont évoquées à cet égard, notamment l'existence de biais cognitifs. En effet, l'erreur dans la



prise de décision serait que le public accorde plus d'attention aux mauvaises nouvelles. S'y ajoute la difficulté du public de raisonner en probabilité, du manque de compréhension des sujets techniques, et de l'aversion pour la nouveauté et pour le risque.

De manière générale, les partisans de cette thèse soutiennent que les scientifiques et les experts ont une approche plus objective des risques, basée sur une appréhension statique des dommages et sur une considération attentive des faits. Ils estiment en effet que les risques perçus par les profanes sont marqués par une très grande subjectivité (la peur, les craintes, voire l'obscurantisme). C'est pourquoi, ils soutiennent que sur la question des biotechnologies, il est judicieux de préserver la pureté de l'expertise en évitant de mélanger les faits et les jugements de valeur.

Aux Usa, en Inde et en Chine, cette expertise s'est basée sur la mobilisation des compétences scientifiques fiables. Dans ces pays, une liberté d'action totale a été accordée aux institutions qui gèrent les biotechnologies. Celles-ci ont réussi à confiner les problèmes et à éviter d'exposer inutilement le doute et l'incertitude ainsi que les désaccords éventuels entre les scientifiques. L'objectif étant de ne pas renforcer la « psychose du public ».

Le public, premier concerné par le débat sur les Ogm

A l'opposé de cette thèse, d'autres acteurs préconisent l'implication de la société civile dans la gestion des biotechnologies. Selon eux, l'introduction des Ogm reste et demeure un processus démocratique. C'est d'ailleurs la position défendue par la quasi-totalité des pays européens. Ces derniers jugent légitime le fait que le public (les profanes) se pose des questions plus larges à l'égard des risques. Le citoyen lambda n'étant pas confronté à un risque abstrait, théorique, mais plutôt à un risque réel dont il doit s'accommoder. Ils insistent sur le fait que le public considère le risque « pour soi » alors que les experts le considèrent « en soi ».

De plus, ils soutiennent que la vision des profanes reflète les préoccupations légitimes qui ne sont pas forcément prises en compte par les experts. En outre, de nombreuses études soutiennent que les controverses issues des débats publics constituent des processus informels nécessaires pour l'évaluation des risques. Celles-ci permettent d'ouvrir des *boîtes noires* (hypothèses implicites, qui s'imposent par défaut de connaissance) qui ont été peut-être trop vite fermées sous la pression d'intérêts commerciaux, de choix économiques ou sociaux. Ainsi, la

consultation du public devient donc une des composantes de la gestion des risques associés aux biotechnologies.

Néanmoins leur intervention ne doit se faire qu'au niveau de la gestion des risques notamment pour améliorer l'acceptabilité sociale de la mesure. Aux Usa où l'étiquetage des produits Ogm n'est pas admis, un sondage commandité par la *Federal Department of Agriculture* (Fda) révèle que l'annonce de la présence d'Ogm dans l'alimentation a provoqué des réactions très négatives, non pas parce que les consommateurs américains sont particulièrement soucieux de leur santé, mais simplement parce qu'ils trouvent scandaleux qu'un tel changement dans leur alimentation puisse survenir sans qu'ils n'en soient informés.

Certains groupes de la société civile se sont créés spécifiquement autour des enjeux des Ogm. D'autres ont redéfini leur identité, en travaillant sur les valeurs qui fondent leur mobilisation comme les raisons d'éthique, la liberté de choix du consommateur, l'indépendance des agriculteurs et le brevetage du vivant etc. Tout en redéfinissant leurs alliances parmi les acteurs qui sont directement concernés par la thématique notamment les chercheurs, les industriels, et les politiques entre autres.

Toutefois, il convient de préciser que dans la pratique, l'implication du public dans la gestion des biotechnologies a conduit, le plus souvent, à des polémiques dans la mesure où de nombreux acteurs se font porte-parole de l'intérêt général. Une situation qui a fini par polariser le débat tout en réduisant les arguments de la société civile sur la gestion de la biotechnologie. Pour autant, est-il légitime de réduire le rôle de la société civile dans la gestion des Ogm? Pour y répondre, il est important de s'intéresser au cœur du débat qui est celui de la représentativité de la société civile. ■

● Alternatives

AMÉLIORATION VARIÉTALE

Une solution pour la sécurité alimentaire

Pour faire face aux crises alimentaires incessantes, l'Afrique doit parvenir à une agriculture moderne et productive. La satisfaction des besoins futurs, sans cesse croissant de l'humanité, nécessite l'amélioration des rendements. Aussi, l'amélioration variétale reste-t-elle donc l'une des principales alternatives.



Accroître la rentabilité des exploitations familiales reste une des grandes préoccupations de l'agriculture familiale, largement pratiquée en Afrique. En ce sens qu'elle constitue la principale source de sécurité alimentaire des populations et un tremplin pour la lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, l'Afrique, consciente de l'importance de l'innovation agricole, à travers l'amélioration variétale, s'est engagée à développer la recherche scientifique dans le secteur.

L'amélioration variétale est une technique qui combine savoirs traditionnels et technologies de pointe. Ceci, en vue de mettre au point de nouvelles variétés plus résistantes aux conditions climatiques locales et en phase avec le respect de l'environnement. Elle constitue à ce titre une réelle alternative pour pallier la principale contrainte de l'agriculture familiale, à savoir : la faiblesse des rendements.

Le processus est constitué de deux grandes étapes. La première consiste à créer de nouveaux génotypes (variétés) présentant la plus grande

diversité utile possible. La seconde vise à réduire cette diversité en sélectionnant les variétés les plus intéressantes (cultivars) pour les objectifs d'améliorations recherchées. La sélection variétale repose ainsi sur deux critères principaux. Il s'agit de l'augmentation des rendements et de l'amélioration de la qualité des grains. Les variétés traditionnelles ou peu améliorées, moins sensibles aux aléas climatiques et aux maladies, assurent certes une production constante, mais très faible. D'où la nécessité d'une sélection génétique devant booster la productivité.

Ce processus, caractérisé par l'obtention de semences de meilleure qualité, un rendement plus élevé et une plus grande résistance aux parasites et aux maladies, au-delà de la qualité et de la productivité de l'agriculture, induit une augmentation de la valeur et du potentiel commercial de ces cultures. D'où une augmentation des revenus en zones rurales et un développement économique de manière globale.

Néanmoins, l'accroissement des rendements n'est dû qu'en partie à l'amélioration variétale dans la mesure où les variétés modernes ne sont pas adaptées aux conditions actuelles de culture dites traditionnelles. Pour que celle-ci tienne ses promesses, il est essentiel que les variétés nouvelles soient adaptées aux conditions locales et que l'environnement agricole s'améliore parallèlement. Ainsi, l'utilisation de semences améliorées doit-elle s'accompagner de l'adoption de nouvelles techniques culturales.

Plus courante dans les filières vivrières en Afrique (riz, maïs, sorgho, etc.), l'amélioration variétale est également appliquée aux cultures de rente comme le coton génétiquement modifié pour les mêmes raisons de rentabilité. Mais son coût élevé, qui nécessite parfois plusieurs années d'expérimentation, nécessite que les Etats africains s'investissent dans la recherche, gage d'une agriculture durable, respectueuse de l'environnement et des ressources naturelles. La révolution verte est à ce prix. ■



● Témoignage

Pr Abdourahamane SANGARE,
Gestionnaire du programme Biotechnologique et Biosécurité du CORAF

« Les biotechnologies sont d'une importance stratégique et capitale mais non pas une panacée »

Directeur de Recherches depuis 2008 et officier de l'Ordre national de l'Education nationale de la Côte d'Ivoire depuis 2009, le Pr Abdourahamane Sangaré s'est spécialisé dans la biologie moléculaire et cellulaire à l'Université Louis Pasteur de Strasbourg en France, où il a passé son Dea et obtenu une Thèse Unique. Il a, auparavant, fait plusieurs formations Post- Doctorales aux Usa particulièrement dans le Missouri (Washington University) et en Californie (International Laboratory for Tropical Agricultural Biotechnology du Scripps Research Institute) où il s'est investi dans le génie génétique et a travaillé sur le développement de la résistance du manioc au virus de la mosaïque. Gestionnaire du programme Biotechnologie et Biosécurité du Coraf, il revient sur la mise en œuvre du Padbbao et sur les enjeux de l'introduction des Ogm dans l'agriculture.



DABA : Comment le Coraf travaille-t-il au niveau institutionnel avec les pays membres pour la mise en œuvre du Padbbao ?

Pr. Sangaré : Pour la mise en œuvre du Plan d'action sur la biotechnologie et la biosécurité en Afrique de l'Ouest (Padbbao), nous avons d'abord procédé à la mise en place d'une Plateforme globale pour la biotechnologie et la biosécurité (Pgbb). C'est un forum dynamique de consultation permanente entre les partenaires de la recherche en biotechnologie et biosécurité agricoles dans la région. Toutes les institutions de recherche nationales et régionales œuvrant dans le domaine de la biotechnologie, ont un représentant officiel dans cette Plateforme globale. A l'intérieur de cette Plateforme, quatre Groupes thématiques spécialisés (Gts) ont été mis en place (Biotechnologie animale, Biotechnologie végétale, Biosécurité et Communication) et appuient le gestionnaire du Programme de biotechnologie et de biosécurité du Coraf/Wecard, à la rédaction des projets prioritaires qui sont soumis pour approbation au Conseil scientifique et technique du Coraf/Wecard ou aux bailleurs potentiels. Depuis 2007, le Programme biotechnologie et biosécurité du Coraf/Wecard a géré une dizaine de projets régionaux impliquant entre trois et sept pays chacun, avec l'appui

de plusieurs partenaires au développement tels que l'Usaid, la Fondation Rockefeller, la Fondation Syngenta, le Ministère français des Affaires étrangères et Européennes, etc. Tous ces projets concourent à la réalisation des objectifs définis par les Communautés économiques Régionales à savoir, la Cedeao, la Ceeac, l'Uemoa et la Cemap et avec le concours des Institutions techniques régionales tels que l'Institut du Sahel (Insah).

Depuis la mise en œuvre du Padbbao, quels sont les produits qui ont été développés dans l'espace Cedeao ?

Il y en a quatre. Mais le seul produit qui a atteint jusqu'aujourd'hui, l'étape de la dissémination et de la commercialisation, c'est le Coton-Bt. Si vous prenez cet exemple, le transfert de ce produit au Burkina Faso, s'est accompagné du transfert de la technologie. Il est le fruit d'un accord tripartite entre le détenteur de la technologie (le groupe Monsanto), la filière coton (regroupée en associations) et l'Etat du Burkina Faso (incluant les institutions de recherche et de biosécurité). Les négociations ont abouti aux résultats que nous connaissons aujourd'hui. Ce qui a permis d'anticiper sur des retombées positives pour le paysan Burkinabé. Certes, les études socio-économiques sont toujours en

cours pour une meilleure appréciation de la situation, mais les tendances semblent très satisfaisantes. En outre, il faut souligner que toutes les études prospectives indiquent que la biotechnologie peut apporter beaucoup à l'agriculture africaine si elle est bien maîtrisée.

Des études soutiennent que le Coton-Bt peut entraîner une augmentation des rendements d'environ 30%. Quel est l'avis du Coraf sur cette question ?

Notre étude est toujours en cours. Nous avons les mêmes informations que vous. Mais comme vous devez le savoir, les hommes de Science que nous sommes, aimons que tout ce que nous disons, soit prouvé par des analyses irréprochables. Et nous prenons aussi en compte des facteurs autres que la simple productivité comme les impacts sociaux et l'influence sur la biodiversité. C'est l'ensemble des données issues de ce genre d'études qui nous permettra d'émettre notre avis qui se doit d'être objectif. Nous ne nous inscrivons pas dans une logique militante.

Pensez-vous que l'avenir de l'agriculture africaine réside dans l'adoption des biotechnologies ?

C'est en posant la question de cette manière qu'on a empoisonné le débat sur les biotechnologies. Où est-ce

qu'on a déjà vu sur cette planète, une solution totale, globale, définitive et exclusive à un quelconque problème ? Il faut vraiment être excessivement prétentieux ou d'une mauvaise foi pour penser que les biotechnologies soient une panacée et que toutes les autres Sciences qui ont permis de nourrir les hommes jusqu'alors n'ont plus d'intérêt. Non ! Il s'agit de nouveaux outils dont le potentiel est énorme. Leur adoption nous permettra d'améliorer les connaissances déjà existantes et d'explorer des frontières jusqu'alors lointaines. Aujourd'hui, ce n'est plus un rêve de dire qu'on va créer des cultures qui résistent à la sécheresse, à la salinité, aux virus, bactéries et champignons ravageurs, des variétés plus riches en nutriment (vitamines, acides aminés, oligo-éléments, etc.), des bœufs qui résistent plus à la trypanosomiase, etc. Comme l'informatique a influé sur la performance des autres secteurs, la biotechnologie peut apporter une plus-value considérable au monde agricole, médical et environnemental. Et surtout, cet outil sera d'une importance à la fois stratégique et capitale pour nous, car sa maîtrise nous permettra de mieux exploiter notre si riche biodiversité.

La lutte contre la pauvreté et la faim en Afrique passe-t-elle inexorablement par l'adoption des biotechnologies ?

C'est la suite logique de la question précédente. Aucune approche n'est suffisante en elle-même. L'adoption des biotechnologies peut avoir un effet qui peut agir en tant que catalyseur sur les approches classiques et proposer des solutions totalement nouvelles dont il serait périlleux de se priver. De là à ce que ce soit indispensable, il y a un fossé. La seule chose à laquelle je souhaiterais vous inviter, vous et vos lecteurs à l'issue de cette interview, c'est de chercher à répondre à la question suivante « Quel est le risque de ne pas adopter les biotechnologies en Afrique ? ». On pose trop souvent la question à l'envers. ■

La publication de ce bulletin a été rendue possible grâce au soutien de :



FOCUS SUR...

CONFÉRENCE MONDIALE DE CANCUN

Une lueur d'espoir sur le péril climatique

La seizième conférence mondiale sur le climat a refermé ses portes à Cancún au Mexique le 11 décembre dernier. Un an après « l'échec » de Copenhague et deux semaines durant, les 194 Etats membres de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique s'y étaient réunis afin de s'accorder sur le régime de lutte contre le changement climatique après la fin du protocole de Kyoto en 2012.

Après les résultats mitigés de la conférence de Copenhague qui n'a pas abouti à un accord global post 2012, encore moins sur des objectifs de réduction mondiaux à moyen et long terme, l'étape de Cancún cristallisait tous les espoirs de parvenir à un consensus sur la question climatique qui divise le monde actuel.



L'enjeu principal de la conférence de Cancún était donc de faire adopter par la convention-cadre des Nations Unies l'accord politique obtenu in extremis à Copenhague (cet accord politique reprenait juste l'engagement des Etats à limiter leurs émissions sans toutefois fixer de date d'échéance ni les stratégies qui seront élaborées à cet effet : Ndlr), et de décider de la suite à donner au protocole de Kyoto dont la première période d'engagement s'achève fin 2012.

A l'issue des travaux, les participants se sont accordés sur un texte final qui reconnaît la nécessité de contenir la hausse de la température moyenne mondiale à 2°C. Le document prône la mise en place de nouveaux instruments de solidarité internationale. Il prend note des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (Ges) proposés par les pays développés d'ici à 2020, tout comme les politiques climatiques initiées par les nations en développement.

Ainsi, des avancées timides mais précieuses ont-elles pu être observées notamment sur certaines questions. En premier lieu, on peut retenir l'insertion de l'accord de Copenhague dans la Convention Cadre des Nations Unies sur le climat. Ainsi, les actions et objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre obtenus lors de la COP 15 sont désormais officiellement reconnus et suivis dans le cadre du processus multilatéral. En outre, les acteurs du Protocole de Kyoto s'engagent à poursuivre leurs efforts pour trouver un nouvel accord.

La seconde décision importante est la mise en place d'un fonds mondial vert pour le

climat destiné à soutenir les politiques, programmes et projets de réduction des émissions et de l'adaptation des pays en développement. Ce fonds constituera une sorte de « guichet unique » qui devrait permettre de rationaliser le versement des financements à hauteur de 100 milliards de dollars d'ici à 2020.

Une autre décision non moins importante, est la reconnaissance et la mise en place du système *Reducing Emissions from Deforestation and forest Degradation* (Redd+), un ingénieux mécanisme qui devrait permettre aux pays forestiers qui ont de bonnes politiques de préservation et de lutte contre la déforestation, de générer des crédits d'émission de carbone cessibles sur le marché du carbone et d'obtenir des compensations. Notons toutefois que les modalités pratiques de ces deux institutions n'ont pas pu être définies.

La conférence de Cancún a, d'autre part, vu la mise en place d'un centre de technologie pour le climat avec pour objectif de développer le savoir-faire sur les nouvelles technologies vertes dans les pays en voie de développement et d'accélérer le transfert de technologie vers les pays du Sud. Enfin, le Comité sur l'Adaptation au Changement Climatique a été créé et est chargé de coordonner les politiques nationales d'adaptation. Par ailleurs, les pays en développement ont pris l'engagement de comptabiliser et de publier leurs émissions ainsi que de mener « les actions appropriées » pour diminuer d'ici à 2020, leurs émissions.

L'issue positive du sommet de Cancún a permis de relancer le processus de négociations climatiques. Il n'en demeure pas moins qu'un accord juridiquement fort et contraignant n'a pas encore été trouvé. La prochaine rencontre majeure est désormais celle de Durban 2011 en Afrique du Sud. L'enjeu sera alors de rendre opérationnelle toute la machine proposée à Cancún et d'amener les pays à relever eux-mêmes les niveaux de réduction. ■